



Termes de référence

Consultant/e en communication

INTRODUCTION

Oxfam est une Organisation non Gouvernementale, sans buts lucratifs, qui se base sur des valeurs de solidarité, justice, égalité, sobriété, démocratie et participation.

Oxfam s'engage à appuyer la société civile haïtienne dans la phase de reconstruction et récupération du Pays ainsi qu'à son développement économique et à la protection de ces citoyens.

CONTEXTE

L'index de développement humain (2014) place Haïti en 168ème sur 187 Pays. En Amérique Latine et dans les Caraïbes, Haïti a l'un des plus hauts niveaux d'inégalité avec 76% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixée à 2 dollars par personne par jour. Le taux de malnutrition des enfants 0-59 mois atteint le 22%. 50% de l'économie est basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche et seulement le 25% des travailleurs payent les impôts. 80% de la population travaille dans le secteur informel et parmi ces personnes 78% sont femmes et 46% sont des jeunes. 40% parmi les plus pauvres ont accès seulement à 5,9% des revenus du Pays, au contraire 20% parmi les plus riches reçoivent les 68%.

La zone frontalière est parmi les plus pauvres de l'île d'Hispaniola. Les données économiques dans les années 2004-2011 nous disent que les échanges entre Haïti et la République Dominicaine ont atteint le total de presque 4,3 milliards USD. Les législations en matière de réglementation du commerce dans les marchés binationaux, des travailleurs informels et migrants haïtiens existent mais elles ne sont pas appliquées et les droits des groupes cibles sont systématiquement violés. Le potentiel du marché binational n'a pas eu d'impact sur la diminution de la pauvreté car les avantages ne sont pas également répartis. La production nationale est en net recul laissant la place aux produits importés qui sont changés avec une très faible marge de bénéfice.

Le manque de services de base, d'informations et de régulation empêche l'amélioration des conditions de vie de travailleurs informels et de migrants. Le sous-emploi oblige la population active non qualifiée à émigrer illégalement ou à s'installer dans les marchés avec des bénéfices qui sont très bas aussi à cause de l'effort (doits de passage aléatoires, extorsions et autres frais...etc.) avec des risques très élevés (violence sexuelle, déportation, confiscation des marchandises). La population active est en baisse car les forces vives migrent, en particulier vers la République Dominicaine, où les possibilités d'emplois et d'une meilleure rémunération sont plus élevées bien que la plupart s'installent sur la zone frontalière et travaillent comme ouvriers agricoles ou vendeurs dans des conditions d'extrême pauvreté et sous une

violation permanente des droits de l'homme. Les jeunes femmes représentent 80% de la main d'œuvre et sont la catégorie la plus exposée à tous genres d'abus.

L'ACTION

Depuis le mois de mars 2015, Oxfam, en partenariat avec GARR (Group d'Appui aux Rapatriés et Réfugiées), CMAH (Chambre des Métiers et d'Artisanat d'Haïti), ASOMURE et Microfinanza, grâce au financement de l'Union Européenne et au cofinancement du Ministère des Affaires Etrangères Italien est en train de mettre en œuvre le projet: « Inclusion économique et sociale des personnes marginalisées, vulnérables et dépendant de l'économie informelle en particulier les femmes des zones d'échanges transfrontalières en Haïti ».

Le projet a comme objectif général de *«Contribuer à la réduction de la pauvreté des personnes marginalisées du secteur informel des zones marchandes transfrontalières en favorisant leur accès à des moyens de subsistance durables et à une meilleure inclusion sociale»* et comme objectif spécifique celui *«d'assurer le renforcement organisationnel des groupes intérêts marginalisés, l'appropriation de leurs droits, l'extension de la couverture de la protection sociale, l'appui à l'entreprenariat et la création d'emplois productifs autour des marchés binationaux HT-RD des zones frontalières»*.

Le projet vise à améliorer:

- les conditions de base avec les activités suivantes: renforcement organisationnel et empolement, système de mutuelle de solidarité durable ; renforcement des filières productives avec l'écoulement de produits à une plus grande valeur ajoutée.
- les conditions de travail, la protection et l'inclusion sociale des personnes qui dépendent de l'économie informelle et des groupes vulnérables (l'offre d'un travail productif et décent à chacun, en particulier aux femmes et aux jeunes est une de priorité de l'action de l'UE pour le développement sociale).

Le projet s'articulerait autour d'un centre de services, un pour chaque zone, où les travailleurs du secteur informel auront accès à la formation technique professionnelle, de l'information, support aux activités génératrices de revenus.

La consolidation des acquis sera assurée par le travail rapproché avec les autorités locales des deux Pays, le Ministère des Affaires sociales et du Travail.

Les groupes cible de l'intervention sont les suivants:

- 3000 vendeurs/vendeuses permanents/permanentes et 1100 fournisseurs/fournisseuses de services dans les marchés binationaux (82% femmes et 18% hommes) qui vendent des vêtements et des produits agricoles;
- 5000 travailleurs migrants non qualifiés (% hommes / femmes?)
- 7800 artisans/techniciens et producteurs (% hommes/femmes?)

- Les bénéficiaires finaux sont les 926.000 visiteurs des 3 marchés binationaux, 50.000 travailleurs saisonniers et 150.000 travailleurs permanents en plus que les 110.000 personnes actives et résidentes sur les communes ciblées.

Le projet intervient dans les zones des marchés frontaliers de Malpasse, Belladere et Ouanaminthe

Dans le cadre du présent Projet, les actions de communication revêtent un rôle essentiel : non seulement elles servent à assurer la visibilité du Projet, mais elles constituent également un outil pour capitaliser les bonnes pratiques et les leçons apprises du Projet et les diffuser à grande échelle

Les outils de communication produits serviront en plus pour sensibiliser les autorités compétentes sur les conditions de vie et la marginalisation des travailleurs et travailleuses de la zone frontalière et les encourager à prioriser cette problématique dans l'élaboration de politiques publiques. De ce fait ils contribueront de manière essentielle à la bonne réussite du Projet.

Compte tenu de l'importance de l'axe communication, le Projet vise à recruter un/une consultant/e qui puisse opérationnaliser la stratégie de communication du Projet et l'aider à atteindre ses objectifs en termes de visibilité et sensibilisation. La personne recrutée sera placée sous la supervision du Chef de Projet.

Objectif principal

La personne recrutée aura comme objectif principale la mise à jour et l'opérationnalisation de la stratégie de communication du Projet et du Programme Binationale d'Oxfam et la réalisation de ses différents volets, en particulier le volet audio-visuel.

Objectifs spécifiques:

- Mettre en valeur et illustrer les principales activités mises en œuvre dans le cadre du Projet et capitaliser les bonnes pratiques identifiées à travers la réalisation d'un documentaire interactif.
- Documenter les histoires de réussite du Projet (identifiées en coopération avec l'équipe du Projet) à travers la réalisation d'une série de brefs vidéos (au moins 15) et une série de photos (au moins 30).
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de diffusion du documentaire et des autres vidéos produits (y compris à travers l'élaboration d'un site internet).
- Supporter l'équipe du Projet dans l'actualisation du blog et de la page Facebook à travers la publication de matériel audio-visuel.
- Concevoir et réaliser une campagne de communication sur les droits humains, les droits des travailleurs / travailleuses haïtiens de la zone frontalière.

- Si nécessaire, donner des formations aux jeunes des zones frontalières ciblées à la réalisation des documentaires participatifs et aussi aux employés d'OXFAM et de ses partenaires sur les nouvelles techniques et les technologies (vidéo interactifs, utilisation du drone).

Durée du contrat: Tâches à exécuter dans la période entre le 1 février 2018 et le 28 février 2019

Lieu d'affectation : Port-au-Prince avec missions sur toute la zone frontalière

Les résultats attendus de la consultation sont:

- La visibilité des activités et résultats du Projet est assurée.
- Les histoires de succès identifiées dans le cadre du Projet sont documentées
- Un plan de diffusion du matériel audiovisuel est conçu et mis en œuvre
- La visibilité du Projet et de ses activités sur internet et sur les medias est assurée
- Les équipes d'Oxfam et de ses partenaires sont renforcées
- Les autorités et la population de la zone frontalière sont sensibilisées sur les droits (et la violation de droits) des travailleurs et travailleuses de cette zone

Livrables attendues:

- 1- Plan de travail de la consultation et définition du chronogramme de mise en œuvre
- 2- Une mise à jour de la stratégie de communication du Projet.
- 3- Un documentaire interactif sur les activités, les résultats et les bonnes pratiques du Projet.
- 4- Au moins 15 brefs vidéos et 30 photos sur les histoires de réussite du Projet
- 5- Une stratégie de diffusion du matériel audiovisuel produit
- 6- Au moins 10 actualisations du blog du Projet
- 7- Au moins 30 posts publiés sur le compte Facebook du Projet
- 8- Une campagne de communication sur les droits de travailleurs et travailleuses de la zone frontalière

Notez bien que tous les livrables doivent s'insérer dans le plan de communication de Oxfam en Haïti, et qu'il faudra travailler en collaboration avec la personne chargée des communications au bureau d'Oxfam en Haïti.

Chronogramme:

Le chronogramme ici de suite doit être considéré une proposition indicative et provisoire:

N°	Activités	tri m es tr	Tri m es tr	Tri m es tr	T ri m e s	commentaire

		e 1	e 2	e 3	t r e 4	
0	<ul style="list-style-type: none"> Définition du plan de travail et approbation par le Chef de Projet 					
1	<ul style="list-style-type: none"> Mise a jour de la stratégie de communication du Projet 					
2	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un documentaire interactif 					
3	<ul style="list-style-type: none"> Documentation des histoires de réussite 					
4	<ul style="list-style-type: none"> Actualisation du blog et de la page facebook du Projet 					
5	<ul style="list-style-type: none"> Conception et réalisation d'une campagne de communication sur les droits de travailleurs et travailleuses de la zone frontalière 					

•

Qualifications Requises:

Expérience professionnelle:

Au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la réalisation d'outils de communication audio-visuels et de films documentaires;

Une expérience préalable dans la réalisation de vidéos interactifs serait un atout;

Connaissance de l'utilisation des drones

Au moins 3 ans d'expérience dans la conception de campagnes de communication, de préférence dans le domaine des droits humaines ou sur des questions de développement

Avoir au moins une expérience préalable dans la conception de matériel de communication pour des ONG ou bien des organisations internationales ;

Expérience dans la réalisation en vidéo documentaires participatifs

- Une connaissance approfondie de la problématique frontalière, des stratégies et politiques de développement, ainsi qu'une très bonne expertise du paysage institutionnel et politique haïtien.

- Bonne connaissance du français. La maîtrise de l'espagnol et du créole serait un atout.

Un dossier complet de candidature doit être composé des documents suivants:

- Une proposition technique composée de:
- Un *Curriculum Vitae* détaillé

- Une liste des travaux antérieurs, y compris les liens à des pages/vidéos/publication publiées sur internet
- Des éventuelles références
- Une liste des équipements et matériels (informatique, software, photo, vidéo, etc.) dont le/la consultant/e dispose pour mener a bien les taches qui lui seront confiées
- Une proposition de calendrier (min et max de jours ouvrables)

- Une proposition financière

Veillez noter que la proposition financière devra être inclusive des dépenses engagées pour l'assurance maladie, et, le cas échéant, l'achat de matériel et équipement pour le bon déroulement des taches confiées.

Les frais liés aux déplacements dans le cadre du mandat seront en revanche prises en charge par Oxfam.

Veillez envoyer votre offre de service à:

Votre offre, comprenant une proposition technique et une proposition financière sous plis fermés et séparés ou bien dans deux fichiers différents, pourra être transmise:

- en version papier par un dépôt de pli fermé avec la mention « *Consultant communication* » à l'adresse du Bureau de OXFAM, **Pellerin 2A, #3, Pétion Ville, Haïti, HT6 142**

ou

- en version électronique à l'adresse suivant: nicola.pin@oxfam.it en copie rceleste@oxfamintermon.org

Date limite pour la soumission des offres: le lundi 5 février 2018 à minuit (heure de Port-au-Prince)